

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1961-1962.

21 MAI 1962.

Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve.

EXPOSE DES MOTIFS

MESDAMES, MESSIEURS,

Le projet de loi qui vous est soumis a pour but d'apporter au statut des officiers de carrière une modification dont la nécessité est apparue à l'expérience des trois premières années de son application.

Il tend à permettre au Roi de commissionner au grade de sous-lieutenant, après deux ans au moins de formation d'officier, ceux des candidats officiers formés par la voie du cadre en faveur de qui cette possibilité n'existe pas encore.

Cette règle nouvelle a pour but de faciliter le recrutement des officiers dont la formation est longue, en mettant fin à la pénalisation que constitue pour eux le fait de ne devenir officiers que par nomination, c'est-à-dire seulement lorsque leur formation est complète, et d'entamer ainsi leur carrière d'officier avec un retard d'une ou plusieurs années sur ceux de leurs collègues dont la formation a été moins poussée. La simple équité commande d'ailleurs de permettre à tous les candidats officiers d'accéder au grade de sous-lieutenant après une formation de durée à peu près uniforme.

Ce résultat sera atteint en rendant applicable aux candidats officiers formés par la voie du cadre la disposition du statut des officiers qui permet de conférer par commission le grade de sous-lieutenant, après les deux premières années de leur formation, aux élèves de l'Ecole royale militaire, ainsi qu'aux candidats officiers du service de santé et du personnel de pont de la force navale.

R. A 6309.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1961-1962.

21 MEI 1962.

Ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren.

MEMORIE VAN TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Het U voorgelegde wetsontwerp heeft tot doel aan het statuut van de beroepsofficieren een wijziging aan te brengen waarvan de noodzakelijkheid zich bij de ondervinding van de eerste drie jaar van zijn toepassing heeft doen aanvoelen.

Het strekt ertoe de Koning te machtigen om, na minstens twee jaar officers-opleiding, degenen onder de langs het kader opgeleide kandidaat-officieren, voor wie deze mogelijkheid nog niet bestaat, in de graad van onderluitenant aan te stellen.

Deze nieuwe regel heeft tot doel de aanwerving van de officieren, wier opleiding lange tijd duurt, te vergemakkelijken door een einde te maken aan de benadeling door het feit dat zij slechts door benoeming officier kunnen worden, dat wil zeggen pas wanneer hun opleiding volledig is, en dat zij aldus hun loopbaan van officier aanvangen met een vertraging van een of meer jaar op die collega's wier opleiding minder doorgedreven was. Het is trouwens niet meer dan billijk dat al de kandidaat-officieren na een opleiding van ongeveer dezelfde duur tot onderluitenant kunnen worden bevorderd.

Dit resultaat zal worden bereikt door het toepasselijk maken, op de langs het kader opgeleide kandidaat-officieren, van de bepaling van het statuut der officieren waardoor aan de leerlingen van de Koninklijke Militaire School, alsmede aan de kandidaat-officieren van de gezondheidsdienst en van het dekpersoneel van de zeemacht, na de eerste twee jaar van hun opleiding, de graad van onderluitenant door aanstelling kan worden verleend.

R. A 6309.

Quant aux candidats officiers de la gendarmerie, à qui la commission au grade de sous-lieutenant est accordée après un cycle de formation dont la durée est fixée par le Roi, et est actuellement de deux ans, le projet introduit dans la loi la mention de la durée de cette formation, par souci de concordance avec les dispositions qui concernent les autres catégories de candidats.

Je forme le vœu, Mesdames et Messieurs, que le présent projet reçoive votre accord unanime.

Le Ministre de la Défense Nationale,

Wat betreft de kandidaat-officieren van de rijkswacht, aan wie de aanstelling in de graad van onderluitenant wordt verleend na een opleidingscyclus waarvan de duur door de Koning wordt bepaald, en die thans twee jaar belooft, voert het ontwerp in de wet de melding in van de duur van deze opleiding, dit uit bezorgdheid van overeenstemming met de bepalingen betreffende de andere categorieën van kandidaten.

Dames en Heren, moge dit ontwerp uw eenparige goedkeuring verkrijgen.

De Minister van Landsverdediging,

P.-W. SEGERS.

Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve.

Ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren.

BAUDOUIN,
ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense Nationale et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en conseil,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Défense Nationale est chargé de présenter en Notre nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

L'article 10, 1^{er} alinéa, 3^o, de la loi du 1^{er} mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve est remplacé par le texte suivant :

« 3^o Les candidats officiers de gendarmerie recrutés par la voie du cadre, lorsqu'ils ont accompli avec succès, depuis leur recrutement, deux années au moins de leur formation. »

ART. 2.

L'article 10, 1^{er} alinéa, de la même loi est complété comme suit :

« 5^o Les candidats officiers recrutés par la voie du cadre non visés aux 3^o et 4^o ci-dessus et dont la formation normale dure plus de deux ans, lorsqu'ils ont accompli avec succès les deux premières années au moins de cette formation. »

ARTICLE 3.

La présente loi produit ses effets le 1^{er} décembre 1961.

Donné à Bruxelles, le 17 mai 1962.

BOUDEWIJN,
KONING DER BELGEN,

*Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen,
ONZE GROET.*

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging en op het advies van Onze in raad vergaderde Ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Landsverdediging is gelast in Onze naam bij de wetgevende Kamers het wetsontwerp in te dienen, waarvan de tekst volgt :

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 10, eerste lid, 3^o, van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut van de beroeps- en reserveofficieren, wordt vervangen door de volgende tekst :

« 3^o De langs het kader aangeworven kandidaat-officieren van de rijkswacht wanneer zij, sedert hun aanwerving, minstens twee jaar van hun opleiding met goed gevolg hebben door gemaakt. »

ART. 2.

Artikel 10, eerste lid, van dezelfde wet wordt aangevuld als volgt :

« 5^o De langs het kader aangeworven kandidaat-officieren die sub 3^o en 4^o hierboven niet worden bedoeld en wier normale opleiding meer dan twee jaar duurt, wanneer zij met goed gevolg minstens de eerste twee jaren van deze opleiding hebben door gemaakt. »

ARTIKEL 3.

Deze wet heeft uitwerking met ingang van 1 december 1961.

Gegeven te Brussel, 17 mei 1962.

BAUDOUIN.

Par le Roi :

Van Koningswege :

Le Ministre de la Défense Nationale, De Minister van Landsverdediging,

P.-W. SEGERS.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 19 février 1962, d'une demande d'avis sur un projet de loi «modifiant la loi du 1^{er} mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve», a donné le 26 février 1962 l'avis suivant :

L'article 10 de la loi du 1^{er} mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve dispose en son alinéa 1^{er} :

«Le Roi peut commissionner au grade de sous-lieutenant :

1^o les élèves de l'Ecole royale militaire qui ont accompli avec succès deux années d'études;

2^o les élèves de l'Ecole royale du service de santé qui sont élèves de cette école depuis au moins un an et qui ont accompli avec succès au moins trois années universitaires;

3^o les candidats officiers de gendarmerie recrutés par la voie du cadre, dès qu'ils ont satisfait aux conditions de l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5^o, b;

4^o les candidats officiers de pont de la force navale, recrutés par la voie du cadre, dès qu'ils ont accompli avec succès un cycle de deux ans de formation d'officier de marine.

Le projet a comme objet de compléter cette énumération par une cinquième catégorie de candidats qui pourront, eux aussi, bénéficier d'une commission au grade de sous-lieutenant :

«5^o les candidats officiers recrutés par la voie du cadre; non visés aux 3^o et 4^o ci-dessus et dont la formation normale dure plus de deux ans, lorsqu'ils ont accompli avec succès les deux premières années au moins de cette formation».

Le but du projet est de «permettre à tous les candidats officiers d'accéder au grade de sous-lieutenant après une formation de durée à peu près uniforme» (exposé des motifs). Certains candidats qui ne bénéficient pas de l'article 10 de la loi, sont nommés sous-lieutenants avec un certain retard par rapport aux autres candidats qui ont commencé en même temps qu'eux leur formation, et ce, en raison du fait que leur formation est plus longue.

Le projet prévoit que ces candidats pourront être commissionnés au grade de sous-lieutenant «lorsqu'ils ont accompli avec succès les deux premières années au moins de cette formation».

Si l'intention du Gouvernement est, pour des raisons d'équité, de fixer à deux années le délai de formation au terme duquel la commission interviendra, il y a lieu, par souci de concordance, de modifier l'article 10, 3^o, qui ne prévoit pas cette durée de deux années pour les candidats officiers de gendarmerie. Cette disposition pourrait être rédigée comme suit :

«3^o les candidats officiers de gendarmerie recrutés par la voie du cadre lorsqu'ils ont accompli avec succès les deux premières années au moins du cycle de formation prévu à l'article 1^{er}, alinéa 1, 5^o, b».

Il faut toutefois observer qu'actuellement, ce cycle de formation, tel qu'il a été organisé par l'arrêté royal du 23 septembre 1959 relatif au recrutement des officiers de carrière par la voie du cadre, est de deux ans (article 40), mais un autre arrêté royal pourrait le prolonger.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 19^e februari 1962 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet «tot wijziging van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut van de beroeps- en reserveofficieren», heeft de 26^e februari 1962 het volgend advies gegeven :

Artikel 10, eerste lid, van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren bepaalt :

«De Koning kan in de graad van onderluitenant aanstellen :

1^o de leerlingen van de Koninklijke Militaire School die met goed gevolg twee studie jaren volbracht hebben;

2^o de leerlingen van de Koninklijke School van de gezondheidsdienst die sedert ten minste één jaar leerling van deze school zijn en met goed gevolg ten minste drie jaren universitaire studiën hebben gedaan;

3^o de langs het kader aangeworven kandidaat-officieren van de Rijkswacht, zodra zij voldaan hebben aan de voorwaarden van artikel 1, eerste lid, 5^o, b;

4^o de langs het kader aangeworven kandidaat-dekofficieren van de zeemacht, zodra zij met goed gevolg een cyclus van twee jaren voor opleiding tot zee-officier volbracht hebben».

Het ontwerp bedoelt deze opsomming aan te vullen met een vijfde categorie van kandidaten die eveneens in aanmerking komen voor aanstelling in de graad van onderluitenant :

«5^o de langs het kader aangeworven kandidaat-officieren die sub 3^o en 4^o hierboven niet worden bedoeld en wier normale opleiding meer dan twee jaar duurt, wanneer zij met goed gevolg minstens de eerste twee jaren van deze opleiding hebben door gemaakt».

Doel van het ontwerp is «dat al de kandidaat-officieren na een opleiding van ongeveer dezelfde duur tot onderluitenant kunnen worden bevorderd» (memorie van toelichting). Sommige kandidaten die niet voor artikel 10 van de wet in aanmerking komen, worden tot onderluitenant benoemd met enige vertraging ten opzichte van de overige kandidaten met wie zij hun opleiding zijn begonnen, en wel omdat hun opleiding langer duurt.

Het ontwerp bepaalt dat deze kandidaten in de graad van onderluitenant kunnen worden aangesteld «wanneer zij met goed gevolg minstens de eerste twee jaren van deze opleiding hebben door gemaakt».

Bedoelt de Regering uit billijkheidsoverwegingen, de opleidingstermijn waarna kandidaat-officieren een aanstelling kunnen krijgen, op twee jaar te stellen, dan dienen, ter wille van de overeenstemming, wijzigingen te worden aangebracht in artikel 10, 3^o, dat geen termijn van twee jaar voorschrijft voor kandidaat-officieren van de Rijkswacht. Die bepaling kan dan worden gelezen als volgt :

«3^o de langs het kader aangeworven kandidaat-officieren van de Rijkswacht, wanneer zij ten minste de eerste twee jaren van de in artikel 1, eerste lid, 5^o, b, bedoelde opleidingscyclus met goed gevolg volbracht hebben».

Op te merken valt echter, dat deze opleidingscyclus, zoals hij is ingericht door het koninklijk besluit van 23 september 1959 betreffende de werving van de beroepsofficieren langs het kader, thans twee jaar duurt (art. 40), maar een ander koninklijk besluit zou hem kunnen verlengen.

La chambre était composée de :

MM. J. SUTENS, premier président; L. MOUREAU et G. HOLOYE, conseillers d'Etat; P. DE VISSCHER et J. ROLAND, assesseurs de la section de législation; C. ROUSSEAU, greffier adjoint, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUTENS.

Le rapport a été présenté par M. F. REMION, auditeur.

Le Greffier, — De Griffier,

(s.)
(get.) C. ROUSSEAU.

Pour expédition délivrée au Ministre de la Défense nationale.

Le 2 mars 1962.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De kamer was samengesteld uit :

De Heren J. SUTENS, eerste-voorzitter; L. MOUREAU, en G. HOLOYE, raadsheren van State; P. DE VISSCHER en J. ROLAND, bijzitters van de afdeling wetgeving. C. ROUSSEAU, adjunct-griffier, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUTENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. F. REMION, auditeur.

De Voorzitter, — Le Président,

(s.)
(get.) J. SUTENS.

Voor uitgifte afgeleverd aan de Minister van Landverdediging.

2 maart 1962.

De Griffier van de Raad van State,

R. DECKMYN.